

Un député de l'EAC demande aux dignitaires politiques de payer les impôts

@rib News, 04/07/2011 â€“ Source XinhuaLe député François Bizimana de l'Assemblée Législative de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (East African Community, EAC) demande aux dignitaires et mandataires politiques du Burundi de payer les impôts pour le développement du pays comme ils contribuent au bien-être des partis politiques dont ils sont issus. "Les responsables de ce pays, surtout les mandataires politiques devraient s'acquitter de leurs contributions en matière d'impôts puisqu'ils contribuent pour le fonctionnement de leurs partis. Je ne vois pas pourquoi ils ne contribueraient pas pour la prospérité de leur pays, sinon ça serait interprété comme une sorte d'érosion patriotique", indiqua lundi François Bizimana, dans le prolongement des réactions par rapport à la gestion de l'indépendance au lendemain de la célébration du 49^{ème} anniversaire de l'indépendance du Burundi le 1er juillet.

François Bizimana part aussi du fait que les citoyens modestes, qui ont des revenus maigres, paient les impôts alors que ces dignitaires et mandataires politiques ne les paient pas alors qu'ils perçoivent un salaire plus ou moins confortable par rapport à celui des gens qui s'acquittent de cet impôt. Pour lui, ces dignitaires et mandataires politiques qui perçoivent des salaires à partir de l'argent collecté à travers les impôts et taxes payés par le peuple et qui privilégient leurs formations politiques devraient savoir que les partis ne rassemblent qu'une partie de la population. "Je sais très bien qu'ils contribuent d'une manière substantielle au fonctionnement de leurs partis allant même jusqu'à donner 10% de leurs traitements. Je ne vois donc pas comment un responsable qui a bénéficié de la confiance du peuple s'occupe du bien-être de son parti au détriment de tout un pays puisqu'un parti politique rassemble une partie de la population", a ajouté le député qui regrette de ne pas payer lui-même cet impôt puisque, dit-il, "la loi ne me l'oblige pas". Au Burundi, ce sont plusieurs catégories de gens qui ne paient pas d'impôts, notamment les élus du peuple et les membres du gouvernement.